

بسم الله الرحمن الرحيم

Un regard sur l'actualité

17/07/2026

Trump a annoncé que les États-Unis pratiqueront la piraterie dans le détroit d'Ormuz.

Le président américain Trump a demandé, le 15 juillet 2026, aux pays du Golfe de payer davantage en contrepartie de la protection, par les États-Unis, de la navigation maritime dans le détroit d'Ormuz. Il a déclaré :

« En contrepartie de notre protection des navires qui traversent le détroit d'Ormuz, nous percevrons une redevance. Le détroit restera ouvert, avec ou sans l'Iran. De plus, nous rétablirons le blocus maritime contre l'Iran. »

Trump a également publié le message suivant sur la plateforme Truth Social :

« Les États-Unis seront connus comme le gardien du détroit d'Ormuz. Toutefois, en contrepartie de cette mission et conformément à ce qu'exige la justice, ils percevront une redevance de 20 % sur toutes les cargaisons transitant par le détroit d'Ormuz afin de couvrir l'ensemble des dépenses liées à leur mission consistant à assurer la sécurité et la sûreté dans cette région instable du monde. »

Il apparaît que Trump souhaite faire supporter aux pays du Golfe ainsi qu'aux autres États le coût de la guerre qu'il a déclenchée contre l'Iran. En effet, le 2 mai 2026, lorsque les forces américaines ont saisi le navire « Tosca », battant pavillon iranien et se dirigeant vers un port iranien, il avait déclaré :

« Nous avons saisi le navire, nous avons saisi la cargaison, nous avons saisi le pétrole. C'est un commerce extrêmement rentable. Ce que nous faisons ressemble à des actes de piraterie. »

À présent, Trump donne un nouveau nom à la piraterie qu'il pratique. En réalité, il s'agit d'un acte de piraterie flagrant perpétré par les cow-boys voleurs américains. Pourtant, Trump appelle cela « la garde du détroit d'Ormuz ». Cette piraterie ne sera pas dirigée uniquement contre les navires iraniens, mais contre les navires de tous les pays du monde, en particulier ceux des États du Golfe. En effet, Trump n'est toujours pas rassasié du pillage des richesses de ces pays.

En effet, lors de sa visite en Arabie saoudite, au Qatar et aux Émirats arabes unis en mai 2025, Trump avait soumis ces pays à de fortes pressions et leur avait arraché d'importantes concessions. Il avait ensuite annoncé avoir obtenu un total de 3 200 milliards de dollars grâce aux accords conclus avec eux sous couvert d'investissements, d'achats d'armes et d'accords commerciaux.

Le comportement de Trump revient en quelque sorte à dire ceci : cette région doit devenir une colonie des États-Unis ; les États-Unis doivent piller tous les biens et toutes les richesses de cette région et ne pas lui laisser le moindre centime, en dehors de la part qu'ils accorderont à ses dirigeants et à leurs familles. Ainsi, ceux-ci continueront à servir les États-Unis et à approuver officiellement ce pillage sous les appellations mentionnées précédemment. Quant à ces dirigeants, ils s'imaginent que la générosité qu'ils sont contraints de témoigner à Trump et aux États-Unis les protégera du mal que pourraient leur causer Trump et les États-Unis.

Pourtant, ces dirigeants ne comprennent pas que plus ils se soumettent aux États-Unis, plus ceux-ci leur en demanderont et les humilieront davantage. En effet, les États-Unis sont un État mécréant colonialiste. À leurs yeux, ces dirigeants ne sont rien d'autre que des vaches à lait. Trump lui-même avait d'ailleurs qualifié l'Arabie saoudite de « vache à lait » et déclaré : *« Roi, je t'aime, mais tu ne tiendrais même pas deux semaines ; tu dois payer nos dépenses militaires. »*

Pourtant, Trump tourne en ridicule et humilie aussi bien ces personnes que leurs dirigeants. Ainsi, le 28/03/2026, il a tenu des propos grossiers et insultants à l'égard d'Ibn Salmane, qui est, selon ses propres dires, son agent, allant jusqu'à le rabaisser en employant une expression méprisante signifiant : *« Je n'aurais jamais pensé qu'il embrasserait le cul de Trump. »* Trump a ainsi montré qu'il considère Ibn Salmane, qui lui a versé 1 000 milliards de dollars afin de soutenir l'économie américaine, comme étant d'un rang encore plus bas que ce que ces propos laissaient déjà entendre.

L'entité sioniste : « Nous ne voulons pas l'effondrement de l'Autorité palestinienne. »

Le 13 juillet 2026, le cabinet de sécurité de l'entité sioniste a décidé de prolonger les relations financières entre les banques palestiniennes et les banques de l'entité sioniste. Auparavant, le ministre des Finances, Smotrich, avait annulé le mécanisme permettant aux banques palestiniennes de travailler avec les banques de l'entité sioniste. Cette décision était censée entraîner l'effondrement de l'Autorité palestinienne. Il est toutefois revenu par la suite sur sa décision et a approuvé la décision de son gouvernement de prolonger ces relations.

Le secrétaire du Conseil des ministres de l'entité sioniste, Yossi Fuchs, a déclaré :

« Nous sommes obligés d'accepter cette décision. Nous ne voulons pas l'effondrement de l'Autorité palestinienne. »

En effet, les banques palestiniennes ne peuvent effectuer leurs opérations avec le système financier mondial et avec l'extérieur que par l'intermédiaire des banques de l'entité sioniste. C'est également par leur intermédiaire qu'elles mènent leurs activités de commerce extérieur. Les banques de l'entité sioniste perçoivent d'ailleurs des commissions sur les transferts de fonds des banques palestiniennes ainsi que sur la gestion des opérations du commerce extérieur palestinien.

Cette décision du gouvernement de l'entité sioniste est intervenue à la suite de l'intervention des États-Unis. Le président de l'Autorité monétaire palestinienne, Yahya Shennar, a demandé à Johan Schmonsir, conseiller aux affaires économiques de l'ambassade des États-Unis, d'intervenir afin de résoudre la crise avec l'entité sioniste. En effet, l'Autorité palestinienne a renoncé aux armes et à la lutte armée ; ne disposant d'aucun moyen de pression sur l'entité sioniste, elle s'est tournée vers son maître, les États-Unis. De même, l'entité sioniste ne peut agir à l'encontre des directives et des politiques américaines, car elle ne maintient son existence que grâce au soutien des États-Unis.

La dégradation de la situation économique au sein de l'Autorité palestinienne a entraîné une recrudescence des manifestations dirigées contre elle. Par ailleurs, l'entité sioniste continue de confisquer environ 4,5 milliards de dollars de recettes fiscales appartenant à l'Autorité palestinienne, qu'elle prélève auprès des Palestiniens de Cisjordanie au titre des impôts.

Comme on le sait, depuis la signature de l'Accord d'Oslo, qualifié de trahison, en 1993, l'Autorité palestinienne reconnaît l'entité sioniste ainsi que l'usurpation par celle-ci d'environ 80 % des terres de Palestine. En outre, sous le couvert de la « coordination sécuritaire », elle assure la sécurité de cette entité. Elle dénonce les Palestiniens qui souhaitent mener des actions contre elle, les livre à cette entité, ouvrant ainsi la voie à leur emprisonnement, à leur torture ou même à leur exécution avant leur arrestation.

En revanche, cette même Autorité ne prend pas la moindre mesure pour protéger le peuple palestinien contre les agressions presque quotidiennes perpétrées par les colons juifs, placés sous la protection de l'armée de l'entité sioniste, contre leurs vies, leurs biens, leurs maisons, leurs terres, leurs récoltes et leurs établissements commerciaux.

C'est pourquoi le maintien de l'Autorité palestinienne est d'une importance capitale pour l'entité sioniste, malgré les appels de certains ministres de l'entité sioniste à sa dissolution. Il apparaît que ces appels ne sont pas sérieux. Leur véritable objectif est d'accentuer la pression sur l'Autorité palestinienne afin qu'elle fournisse davantage de services de sécurité dirigés contre le peuple palestinien.

Ainsi apparaît clairement à quel point la signature d'accords de paix et de normalisation avec l'entité sioniste, ainsi que la reconnaissance de celle-ci et des terres qu'elle a usurpées en Palestine, entraînent des conséquences graves et dangereuses. Aujourd'hui, les États-Unis exercent des pressions sur le Liban et la Syrie afin qu'ils concluent des accords similaires, et exercent de la même manière ces pressions sur les autres régimes en place dans les terres d'Islam. En effet, certains régimes des pays arabes et musulmans, tels que l'Égypte, la Jordanie, la Turquie, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc, l'Azerbaïdjan ainsi que les républiques d'Asie centrale, ont trahi en reconnaissant l'entité sioniste et en normalisant leurs relations avec elle.

La visite du Premier ministre irakien Ali al-Zaïdi aux États-Unis

Le Premier ministre irakien Ali al-Zaïdi s'est rendu aux États-Unis le 14 juillet 2026. Reçu à la Maison-Blanche par le président Trump, ce dernier lui a déclaré :

« J'aime l'Irak et son Premier ministre. Je souhaitais qu'il obtienne ce poste. »

Cette déclaration montre clairement que la nomination d'Ali al-Zaïdi au poste de Premier ministre, le 16 mai 2026, s'est faite sur instruction des États-Unis. En effet, Trump avait refusé que Nouri al-Maliki redevienne Premier ministre.

Comme on le sait, al-Maliki a rendu d'importants services aux États-Unis. Il a pris la tête du gouvernement irakien en 2006, lors de l'occupation directe de l'Irak par les États-Unis, et est resté en fonction jusqu'en 2015. Il a ensuite occupé le poste de vice-président de la République d'Irak entre 2016 et 2018. En outre, en 2008, il a signé avec les États-Unis un accord de sécurité leur accordant le droit d'intervenir en Irak chaque fois qu'ils estimerait que le régime irakien est en danger, ou chaque fois que les dirigeants irakiens en feraient la demande, sous le prétexte de « protéger la démocratie ».

Cependant, après tous les services qu'il leur avait rendus, les États-Unis ont estimé qu'al-Maliki ne convenait plus. En effet, sous son gouvernement, la corruption et la criminalité avaient atteint un niveau alarmant, l'injustice et les pratiques arbitraires s'étaient généralisées avec l'approbation des États-Unis, et sa mauvaise réputation était devenue manifeste. Les États-Unis ont donc préféré le remplacer par une nouvelle personne qui travaillerait pour leur compte.

Avant sa rencontre avec Trump, Ali al-Zaïdi s'était entretenu avec Tom Barrack, ambassadeur des États-Unis à Ankara et également envoyé spécial de Trump pour la Syrie, l'Irak et le Liban. Barrack, qui a joué un rôle dans l'accession d'Ali al-Zaïdi au poste de Premier ministre, est ainsi devenu le responsable américain directement chargé de l'Irak et d'Ali al-Zaïdi.

Malgré cela, le bureau de presse d'Ali al-Zaïdi a déclaré que les discussions avaient porté sur le développement de la coopération entre l'Irak et les États-Unis ainsi que sur le renforcement du partenariat bilatéral. En d'autres termes, il s'agit de renforcer l'allégeance d'Ali al-Zaïdi envers les États-Unis, de consolider davantage encore la dépendance de l'Irak à leur égard et d'assurer le maintien de cette allégeance.

Cette réalité est d'ailleurs confirmée par les propos du porte-parole du Premier ministre, Haydar al-Ubudi, qui a déclaré :

« Ali al-Zaïdi s'efforce de présenter une vision visant à transformer la coopération sécuritaire et militaire avec Washington en un partenariat économique et d'investissement à long terme. »

Autrement dit, l'objectif est de lier également l'Irak aux États-Unis sur le plan économique, de manière à rendre impossible toute rupture avec eux, et d'ajouter ce lien économique aux liens

militaires et sécuritaires déjà existants, établis par l'accord de sécurité et de coopération stratégique signé en 2008.

Depuis l'occupation de l'Irak, les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir n'ont cessé de réaffirmer leur allégeance aux États-Unis. Ils ont rivalisé entre eux pour les servir et pour pérenniser la domination coloniale américaine sur l'Irak sous couvert de partenariat économique, d'investissement, de coopération sécuritaire et de coopération militaire.

Selon une information rapportée par Al Jazeera, s'appuyant sur des sources qui suivent de près les discussions américano-irakiennes :

« Washington souhaite que le différend avec l'Iran soit résolu sous le parrainage et la garantie de plusieurs pays influents, parmi lesquels figure l'Irak. »

Autrement dit, les États-Unis entendent utiliser l'Irak, à l'instar du Pakistan, du Qatar et de la Turquie, comme un instrument destiné à exercer une pression sur l'Iran sous couvert d'un rôle de « médiateur ». Leur objectif est d'amener l'Iran à accepter leurs propres conditions afin de conclure avec lui un accord final et de le rendre ainsi dépendant des États-Unis.

Les États-Unis cherchent à consolider pleinement leur domination sur la région afin d'empêcher celle-ci de se libérer du colonialisme et de faire obstacle au rétablissement du Califat bien guidé selon la méthode prophétique. Toutefois, les fils sincères de la Oumma continuent d'œuvrer avec détermination pour rétablir le Califat et soutenir la religion d'Allah. Malgré les obstacles, les difficultés, les pressions, les emprisonnements et les tortures auxquels ils sont confrontés, ils demeurent fermes sur leur voie.

« Allah soutiendra certes ceux qui Lui portent secours. Certes, Allah est Fort et Puissant. »

Rédigé pour le Bureau central des médias du Hizb ut-Tahrir

Esad Mansur